

Le Libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à **FÉRENDEL**

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE
9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10^e)

Chèque postal : Férendel 586-65 Paris

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE : POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr. Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr. Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à **André COLOMER**

Le Havre-Deauville

Synthèse tragique de la lutte des classes : Le Havre-Deauville. En une semaine et en un kilomètre d'estuaire voici résumé en traits frappants l'affreux mélodrame social.

Synchronisme d'atroce ironie qui pourrait donner à Léon Daudet, monstrueux amateur de synchronie, si la volupté de la haine n'avait atrophié en lui la faculté du jugement. En ce même samedi 25 août, face à face de chaque côté de la profondeur glauque d'une courte nappe d'eau, Le Havre ouvrier rappelait sa tragique misère et Deauville mondain célébrait sa folie de jouissance.

Par trains de luxe ou en autos ils sont tous accourus vers la plage en fête, pour qu'au sein de l'été où le soleil est à leurs yeux symbole d'or, triomphe, parmi les fleurs et les musiques, aux émois des banquets et du Grand Prix, leur insolente cupidité. Vieux et nouveaux riches. Youtres et cagots. Fils à papas des cambembres, des munitions ou de la Poésie dramatique-panache. Veu-Picard, prince Aga-Khan, comte de Chavagnac, marquis du Bourg de Bozas, etc., Maurice Rostand — tout ça fraternise du Pesage à la Potinière, du Golf au Cerole, en passant par la rue Gontaut-Biron, tout ça grouille nonchalamment, févreusement, vermine parfumée sous la bénédiction du Bon Dieu par l'épiscopale entremise de l'indulgent Monseigneur Lemonnier.

Et le chroniqueur de l'Echo de Paris nous apprend que, cette année, « LA CAGNOTTE EST EN AVANCE DE SIX MILLIONS ».

Laissons à ce journaliste bien pensant le soin d'achever l'édifiant tableau :

« Au « Privé », les banquiers, qui s'étaient constitués en syndicat — je ne sais s'il est affilié à la C. G. T. — ont perdu une dizaine de millions, dit-on. Les points ont donc été les matières : les vice-rois des cigarettes, de la fine ou des bazars ont enlevé quelques millions à ce syndicat, qui a pris naissance dans le Péloponnèse. ET LES SPORTSMEN SE LIVRENT À LEUR DERNIÈRE OCCUPATION, CELLE DU SOMMEIL. »

Au Havre, les salaires des ouvriers sont en retard de dix francs par jour. Sous le même soleil, aux bords de la même mer, dans la même saison, voici des hommes bâtis de la même chair que ceux de Deauville ; voici des travailleurs qui ont produit tout au long de l'année ces palais où « les sportsmen se livrent à leur dernière occupation » ; voici des métallurgistes qui ont peiné, sué, trépidé pour que fructifient les capitaux des cerqueux de la plage en fête. Voici les producteurs en face des oisifs, des parasites, des exploités.

La cagnotte de ceux-ci, ou vous l'a dit, est en avance de six millions. Le salaire de ceux-là, vous le savez, est en retard de dix francs par jour.

Ah ! ce n'est certes pas en comblant ce trou quotidien de dix francs, qu'ils pourraient — les travailleurs du Havre — se payer le repos qu'ils méritent dans les palais qu'ils ont eux-mêmes construits sur la plage voisine. Ah ! ils ne pensent même pas à partager les jouissances fastueuses de leurs exploités.

Et ils ne demandent pas tant que cela. Il leur suffirait déjà de manger à leur faim et de pouvoir nourrir, vêtir les enfants et de trouver, le soir venu, une maison claire, aérée, meublée convenablement. Mais leur salaire est en retard d'au moins dix francs par jour sur ces besoins primordiaux de la vie animale. Ils n'achèvent leur semaine qu'à force de privations et ils s'enfament avec leur femme et leurs gosses dans d'ignobles baraques suburbaines.

Et ils se souviennent... Ils se souviennent particulièrement souvent, en ce samedi 25 août, ils ont été au cercle eux aussi, ce jour-là, comme ceux de Deauville. Oui, ils ont été au cercle Franklin. Ils se sont arrêtés devant le portail, sur la place et, fermant les yeux, un instant, ils ont tout revu : leur travail, leur misère, leurs modestes revendications, le refus brutal du Comité des Forges, la solidarité de tous

les travailleurs du Havre, la grève générale, les forces de police, les troupes, les gendarmes. Et puis l'assassinat. Un des leurs, un jeune, s'avançant la poitrine découverte au-devant des fusils braqués par les soudards de l'Autorité : — « Tirez, si vous l'osez ». Les brutes ont osé. Et les travailleurs se livrent à leur dernière occupation, celle de la mort.

Non, non, il ne faut plus cela. Tout doit changer. « Les salaires en retard de cinq francs, de dix francs, de vingt francs ?... » Allons donc ! Il ne s'agit plus de retard, ni de salaires. Ceux qui produisent veulent produire librement et consommer librement. Ils veulent supprimer le salariat et abolir l'État. Ils veulent détruire le règne de l'Argent. Ils se sentent en eux la force d'annuler tout ce système d'exploitation et d'autorité dont ils crévent depuis des ans et des ans. Ils se savent la puissance d'organiser eux-mêmes cette vie dont ils ont la volonté de jouir pleinement. Les parias ont faim de bien-être et soif de liberté. Ils vont mordre à pleines dents dans les fruits savoureux de la bonne Terre. Et rien ne saurait désormais s'opposer à leur appétit.

Deauville, gare à la cagnotte ! Le Havre la jettera à la mer.

André COLOMER.

SOUVEENEZ-VOUS !

26 août 1922, date mémorable. Que de tristes souvenirs cette date nous rappelle. Il faut que nous retournions à cette époque pour nous rappeler les épisodes de cette journée sanglante tout comme les Dravell, Fourmies, Villeneuve-Saint-Georges, où nos frères de misère furent lâchement assassinés.

La grève de la métallurgie se poursuivait depuis deux mois dans un calme impressionnant, au désarroi du Comité des Forges. Cela ne pouvait durer : des ordres honteux furent donnés ; partout, provocation par la police ou par les troupes gouvernementales. Le 25 août, l'effervescence était à son comble, nous traversons des moments critiques, il fallut toute diligence des militants pour éviter l'irréparable ; déjà nous sentions que le préfet voulait activer la besogne, mais il fut déçu, de braves petits chasseurs refusèrent de charger sur leurs frères de misère et les larmes aux yeux ils regardaient toute cette foule ouvrière qu'on voulait massacrer.

Le 26 août, le début de la journée fut calme et nous pensions qu'enfin la bourgeoisie avait réfléchi sur les incidents de la veille et qu'elle avait terré ses larbins. Hélas ! cela fut de courte durée. Les provocations reprirent et ce fut le début de la débandade. Les brutes chargèrent femmes, enfants, vieillards ; tout à coup une fusillade se fit. Le plus grand des crimes venait d'être accompli : des misérables, des bandits, venaient d'assassiner nos frères et d'en blesser un grand nombre et cela sans sommation. Le Comité des Forges, venant d'arriver au Havre, se lamenta. Crime monstrueux impardonnable dont les misérables auront à rendre compte devant la classe ouvrière.

Aussi, camarades, serons-nous les coudes autour de notre banquette syndicale et montrons à la bourgeoisie que, malgré les moyens de coercion qu'elle emploiera, nous resterons unis jusqu'à notre libération totale et entière du joug capitaliste et militariste. Groupons-nous plus que jamais, organisons nos moyens de défense, préparons-nous car il sera nécessaire de faire face demain à toute cette valetaille gouvernementale.

Pour terminer, je demande aux dockers, de se souvenir de cette date mémorable et que cela soit un stimulant d'action. Ces sont nos querelles intestines et formons un bloc compact contre nos exploités.

Adresse en même temps à la famille de notre regretté camarade Charles Victoire, victime de cet assassinat, nos plus sincères condoléances et l'assurance de toute notre sympathie.

F. GILLES.
Docker du Havre.

ES-TU DÉGOUTÉ d'acheter et de lire, chaque matin, un journal qui combat tes idées et dupe le prolétariat ?

VEUX-TU TON QUOTIDIEN ANARCHISTE ?

Il te faut souscrire à l'emprunt du "Libertaire"

AVANT LE PROCÈS DATO IL FAUT LES SAUVER !

D'UNE PRISON DE MADRID

L'appel d'un des inculpés

Prison Modelo, cellule 36.

Madrid, le 24 août 1923.

Aux Travailleurs Français,

Voici trente mois, deux ans et demi, que tomba justement frappé le premier ministre qui tolérât et encourageait les crimes que les assassins officiels, les généraux Ando et Arlequins, commettaient journellement contre les ouvriers affiliés à la Confédération nationale du Travail.

L'Espagne toute entière, et surtout Barcelone est un cinquième de travailleurs assassinés par les balles des misérables vichés à la bourgeoisie et protégés par les gouvernants espagnols, qui de cette façon pensaient exterminer la C. N. T.

Lors de l'assassinat de Dato la police pratiquant des coups sombres arrêtés plus de deux mille travailleurs dans l'espoir de trouver parmi eux les auteurs de l'exécution du premier ministre espagnol.

Aujourd'hui nous restons huit, considérés comme les auteurs de cet acte justicier et la justice n'en connaissant pas les véritables auteurs veut nous condamner à leur place.

Contre nous on demande deux peines de mort, et quatre-vingt-trois années de bagne.

La Justice espagnole, les hommes qui l'influencent et ceux qui veulent obtenir notre condamnation à tout prix, savent très bien que l'opinion publique est pour nous et que malgré leur désir ils ne pourront nous condamner, même en employant contre nous les procédés les plus extraordinaires et les plus illégaux.

Et c'est précisément parce qu'elle sent que nous lui glissons des mains que la justice espagnole nous condamne à la mort. A cet effet elle retarde indéfiniment la date du procès. Et, de cette façon on nous fait subir une détention interminable sans pour cela nous avoir reconnus coupables.

Il ne faut pas que cela continue de la sorte. Cet état de chose ne doit pas être plus longtemps toléré.

Qu'on nous juge et qu'on nous condamne si on démontre notre culpabilité ! Oui ! Mais qu'on nous maintienne en prison parce qu'on sait ne pas pouvoir nous condamner ? Non !

Vous, Camarades Français, et c'est pourquoi je m'adresse à vous, comme je m'adresserais aux camarades des autres pays, pouvez faire beaucoup plus que ce qui se fera ici en Espagne. Une protestation vigoureuse de votre part contre notre maintien prolongé en prison, une campagne d'agitation faite en dehors de l'Espagne, nous savons que cela vaut beaucoup mieux pour le triomphe de notre cause, que tout ce que nous pourrions faire dans notre propre pays.

Les travailleurs d'Espagne ne resteront pas inactifs, mais il faut absolument, pour mettre fin à une douloureuse situation, que vous soyez, vous, travailleurs français, ceux qui entament cette indispensable campagne d'agitation.

En avant ! Contre les crimes de la bourgeoisie ! Pour la véritable justice !

MAURO BAJATIERRA.

Del Grupo Los Iguales de Madrid.

DE LA PRISON DE RENNES

Une femme de cœur nous incite à l'action

Nous avons connu, il y a huit jours, une campagne contre un crime qui, si nous n'y prenons pas garde, se déroulera d'ici un mois de l'autre côté des Pyrénées.

Il s'agit des huit camarades espagnols impliqués dans l'affaire Dato, lesquels sont complètement innocents de l'acte qu'on leur impute.

Notre camarade Jane Morand a connu le principal « accusé » du prochain procès. Elle l'a connu il y a quelques années, en Espagne, alors qu'elle-même luttait avec ferveur contre l'ignoble guerre qui nous a valu ce ne sait combien de millions de cadavres.

Du fond de la triste prison qui la retient captive depuis si longtemps, loin de nous, loin de tous ceux qui lui sont chers, elle nous a écrit :

Puisse ce cri du cœur d'une femme qui a beaucoup souffert être entendu, non seulement des prolétaires de France qui souffrent, en l'occurrence, faire trêve des luttes intestines qui les séparent, mais encore de tous les révolutionnaires du monde qui, dès maintenant ont le devoir impérieux de lutter de toutes leurs forces contre une injustice en élaboration : la condamnation de huit camarades innocents.

Camarades de toutes tendances, lisez ce que Jane Morand nous écrit et voyez ce que vous avez à faire :

L'affaire Dato se jugera le 24 septembre et ce sont naturellement des camarades qui sont inculpés. Deux d'entre eux peuvent encourir la peine de mort.

L'un de ces camarades, Mauro Bajatierra, leader du syndicalisme à Madrid, n'est pas un inconnu pour vous.

C'est un militant ardent dans l'action et poussant très loin ses conceptions.

Aussi est-il abandonné le plus souvent de tous les politiciens mêlés, eux aussi, au mouvement ouvrier.

En Espagne, la politique est assez liée avec les centres ouvriers qui comptent de nombreux camarades plus avancés, plus partisans que nous de l'action directe.

Mais à l'encontre de ce qui se passe en France, aucune scission véritable n'existe comme chez nous, où les divergences de tactiques et de conceptions se heurtent.

C'est la police qui se charge de délimiter, par ses répressions, l'action de ceux qu'elle redoute.

Aussi, Mauro Bajatierra, militant valeureux, évitant sans crainte des vérités qui flagellent, est-il pour la police madrilène un danger incessant. Il est enfermé constamment. Tout prétexte est bon pour le garder sous les verrous. Quand un affaire qui le tenait captif est enfin liquidée, il se voit, au moment de la levée d'éclou, réincarcéré pour une autre histoire à laquelle il ne s'attendait pas.

C'est ainsi presque continuellement depuis qu'en face de tous, à Madrid, et contre la police, il s'affirma notre défenseur à Jackson et à moi, lors de notre incarcération en vue d'une expulsion.

La police faisait reculer tout le monde, par des menaces, faisant même signer au bon et due ferme une renonciation à notre cause.

Lui, Mauro, flagella les timorés, remua les syndicats, fit faire une grève générale des boulangers et provoqua même la grève dans d'autres corporations. Bientôt, les prisons s'emplirent : hommes et femmes les peuplèrent, mais, huit jours après, l'autorité en ouvrait largement les portes pour libérer tous les grévistes, sans quoi les portes, s'en tenant, allaient être enfoncées. Les syndicalistes n'y vont pas de main morte.

Hélas ! la police non plus, car elle tue à bout portant en pleine rue (1).

Mauro Bajatierra fut, pour Jackson et pour moi, un camarade exceptionnel et nous ne nous en sommes pas aperçus.

Il ne nous a connus que quand nous étions déjà en prison.

Nous lui devons, je lui dois la vie.

A présent, ce cher Mauro, handicapé comme il l'est — il a maintes affaires pour discours et articles qualifiés séditeux — inculpé en plus dans cette affaire d'assassinat, ne pense qu'à une chose : sauver la vie de ses camarades accusés avec lui.

Le Libertaire fut avisé du danger qui se préparait à Madrid et il fut parti, mais ce n'est là qu'un avertissement.

Il faut plus que les efforts du Libertaire pour une affaire d'une telle importance.

Il faut que tous les camarades, tous les groupements de province s'en occupent aussi. Il faut que tous les journaux régionaux accélèrent leur propagande, car cela presse.

Pensez-vous, camarades !

Le jugement est fixé au 24 septembre. Il nous reste peu de temps pour préparer l'opinion contre les menées policières infâmes.

Il faut que l'opinion sache ce qu'était pendant la guerre la police internationale.

Il faut la dresser contre cette police qui monte les coups les plus odieux, dans l'ombre, tenant dans ses griffes ses victimes, à huis clos.

Il faut que nous sauvions ces huit camarades : il faudrait plus encore : il faudrait anéantir à jamais cette ignominieuse institution, cause de tant de maux.

Dans nos révoltes, dans nos revendications, nous nous attaquons toujours au pouvoir, aux hommes de police salariés qui acceptent d'endosser la responsabilité de nos fonctions, l'admettant que, souvent, ces individus sont dangereux, mais ce n'est pas l'homme d'Etat qui est à craindre, c'est la tarification cachée en sa peau : c'est l'ignoble police.

La police étant son vaste filet sur le monde, ce sont les mailles de ce filet que nous devons sectionner si réellement nous voulons libérer nos camarades.

Bien plus eloquemment que je n'aurais pu le faire, Jane Morand a jeté le cri d'alarme. Très informée de ce qui se passe en Espagne, puisqu'elle y vient un assez long temps, au milieu d'embûches de toutes sortes, son appel doit être entendu.

Pour le bon renom du prolétariat français, il faut espérer qu'il le sera.

Lucien LEAUTE.

P.-S. — La semaine prochaine, nous étendrons davantage sur le procès de nos huit camarades. Une brochure que nos amis espagnols ont fait éditer et que nous sommes en train de déchiffrer va projeter un peu plus de lumière sur cette affaire.

Vendredi prochain, amis lecteurs, nous consacrerons un article sur cette brochure qui est un exposé simple, clair, exact et complet de toute l'affaire Dato.

L. L.

(1) Véridique. Une personne de ma connaissance, laquelle, hélas ! n'a pas nos idées et qui a séjourné des années en Espagne, m'a confirmé ce que dit Jane Morand quand les gouvernements espagnols apprennent dans la campagne quel'on n'a pas le droit de s'arrêter, ils font feu, si l'obésité n'est pas immédiate, char, maint, n'est-ce pas ? — Lucien Leaute.

Camarades,

SI VOUS LE VOULEZ sérieusement, LE LIBERTAIRE sera quotidien le 1^{er} NOVEMBRE 1923.

Le plus vite et le plus possible !

Il serait superflu d'insister sur la nécessité, pour l'Union Anarchiste, d'avoir son journal quotidien. Tous les libertaires ont le sentiment profond de cette nécessité et notre récent Congrès a prouvé que, si quelques camarades redoutent que ce quotidien ne puisse voir le jour et, s'il paraît, qu'il ne puisse vivre, il n'en est pas un qui nie la nécessité d'une telle arme de propagande et d'action et ne soit résolu à contribuer de tout son effort à la bonne fabrication et à la trempe solide de cette arme indispensable.

Mais celle-ci coûte cher : cent cinquante mille francs au bas mot. Il s'agit de se procurer cette somme.

Où la trouver ?

Nous le disons tout net : notre confiance repose tout entière sur la bonne volonté des dix mille camarades qui, abonnés ou acheteurs au numéro de notre Libertaire hebdomadaire, ont le fervent désir de le voir devenir quotidien.

Ces lecteurs fidèles constituent l'indébranlable et cohérente phalange d'amis qui, en toutes circonstances et sans hésiter, répondent à tous les appels que leur adresse le journal qui reflète leurs conceptions et actionne le mouvement anarchiste. Il suffit qu'on dise à ces amis que, pour entreprendre et mener à bien telle campagne, on a besoin de leur aide ; et leur réponse se traduit par des cinq, dix et quinze mille francs ramassés sou à sou.

Il est vrai que, en l'occurrence, il leur est demandé un effort beaucoup plus grand ; mais, par contre, ils comprennent qu'il est question, cette fois-ci, de mettre sur pied un journal quotidien qui sera à même d'engager toutes les campagnes utiles et de poursuivre toutes les actions fécondes et que, ainsi, il leur est demandé en un seul coup ce qui, jusqu'ici, leur a été demandé fraction par fraction.

Ces dix mille camarades forment quatre catégories : la première la plus nombreuse et la quatrième la plus clairsemée.

Nous rangeons dans la première catégorie ceux et celles qui, touchant les salaires les plus bas, chargés de famille, voués à des chômages périodiques, mal payés ou malchanceux, ne peuvent absolument rien faire.

La deuxième catégorie comprend ceux et celles qui, sans être dans une situation économique aussi précaire, ne disposent que de ressources très modestes. Un peu moins bas sont leurs salaires ; moins sont leurs charges de famille ; moins fréquents leurs chômages ; et meilleur est leur sort. Leur bourse est maigre, mais pas tout à fait plate : ils peuvent, s'ils le veulent réellement, disposer d'une centaine de francs.

Il suffit que sur les dix mille lecteurs réguliers, assidus, du Libertaire hebdomadaire, il y en ait mille — un sur dix — qui versent cent francs, pour que nous rentrons les quatre sixièmes (cent mille francs) du capital à soulever.

Nous pensons que ces mille camarades ne sont pas introuvables ; nous sommes persuadés qu'ils les trouveront.

Et les deux autres sixièmes : cinquante mille francs, où va-t-on les trouver ?

La réponse est facile.

Si l'y a des camarades qui, quel que soit leur bon vouloir, ne peuvent rien soulever, s'il en est qui ne peuvent disposer, même au prix de certaines privations, que d'une centaine de francs, il en est d'autres qui, en possession d'un métier plus lucratif, sans charges de famille, moins exposés au chômage, ou bénéficiant de circonstances spéciales, peuvent disposer d'une somme plus élevée et pour qui deux cents, trois cents et même cinq cents francs équivalent aux cent francs dont nous venons de parler.

Ceux-ci forment la troisième catégorie.

Ces amis ont, comme tous les autres, le devoir de porter au maximum l'effort qu'il est en leur pouvoir d'accomplir. Il ne faut pas qu'ils estiment avoir fait tout ce qu'ils devaient faire quand ils auront, comme les précédents, pris une part de cent francs.

Pour les copains de la deuxième catégorie, ces cent francs représentent le maximum de ce qu'ils peuvent verser, tandis que, pour ceux de la troisième catégorie, ce versement serait un minimum. Si ces camarades ont à cœur que l'Union Anarchiste ait bientôt son quotidien, ils doivent multiplier par 2, 3, 4 ou 5 — et même davantage s'ils le peuvent — la contribution qu'ils apportent à l'œuvre commune leurs compagnons moins favorisés : en souscrivant à cinq parts, tel anarchiste ne fait pas un plus grand effort — et, peut-être, en fait-il un moindre — que tel autre qui souscrit à une seule part. Évaluons à cent (ce n'est point exa-

géré ?) le nombre des camarades que nous rangeons dans cette catégorie de privilégiés-relatifs et à Fr. 250 la moyenne de leurs souscriptions. Et c'est une somme de vingt-cinq mille francs qui vient s'ajouter aux cent mille portés déjà en compte.

Il ne nous reste plus que le dernier sixième à trouver : vingt-cinq mille francs.

Plusieurs de nos camarades, favorisés par les circonstances, ont eu la faveur de se soustraire au patronat. Ils sont entrés dans le commerce ou l'industrie. Quelques-uns y ont fait fortune et sont, aujourd'hui, fort à leur aise ; les autres gagnent largement leur vie.

Ils n'ont rien abandonné de leurs convictions anarchistes et si, pris par les exigences de leur situation, ils fréquentent moins assidûment nos milieux et prennent à la propagande une part moins active, ils ne s'enfuient pas qu'ils se désintéressent du mouvement auquel, des années durant, ils ont été plus ou moins étroitement mêlés.

Ils n'ont cessé de dire que, s'ils devenaient peu ou prou capitalistes, ils ne deviendraient jamais bourgeois. Ils sont restés nos amis et moins leur situation leur permet de militer, plus ils s'estiment tenus à soutenir de leurs deniers la propagande. C'est, du reste, chose toute naturelle et ce serait une honte s'il en était autrement. Si, leur propre révolution faite, ils se fondaient de celle de leurs anciens compagnons de misère et d'idées, ils se placeraient moralement au-dessous de nos pires ennemis.

Nous savons que ces « privilégiés » ne se déroberont pas au devoir de souscrire. Nous ne pouvons pas fixer leur nombre et peu importe. L'essentiel est qu'il nous soit permis de porter à vingt-cinq mille francs le montant global des sommes qu'ils souscriront.

Nous avons le ferme espoir que cette provision sera dépassée.

Toutes ces prévisions, on le constate, ne visent que les anarchistes proprement dits. Elles reposent uniquement sur la clientèle de lecteurs et d'abonnés qui, depuis des années, reste fidèle à notre Libertaire.

Elles permettent d'espérer que le concours financier des seuls anarchistes — dans la proportion de « un sur dix » — et chacun selon ses ressources — suffira à couvrir l'emprunt de cent cinquante mille francs ouvert par l'Union Anarchiste.

Nous avons volontairement tenu en dehors de ces prévisions celles qui auraient eu pour base l'aide pécuniaire que nous apporteront — et nous serons heureux de la recevoir — les sympathiques, les anarchisants et les camarades des organisations ouvrières qui ont conscience que le prolétariat n'a pas son journal quotidien, qu'il est nécessaire et urgent qu'il l'ait et que le Libertaire quotidien comblera cette lacune.

Ces lignes ont pour objet de rassurer les amis qui craignent qu'on ne puisse réunir les Fr. 150.000 nécessaires à la transformation du Libertaire hebdomadaire en quotidien.

La semaine prochaine, nous tranquilliserons ceux qui peuvent craindre que cette somme ne soit pas suffisante. Il faut que tous les camarades qui peuvent verser à l'emprunt le fassent le plus largement et le plus vite possible.

S'ils veulent que le Libertaire quotidien paraisse vers le 1^{er} novembre, il est nécessaire que l'emprunt soit entièrement couvert à la date du 1^{er} octobre.

Il n'y a plus un seul jour à perdre. Que chacun fasse diligence !

Le plus vite et le plus possible : le succès est à ce prix.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU « LIBERTAIRE » QUOTIDIEN

Voir en quatrième page la liste des souscripteurs à l'emprunt du LIBERTAIRE quotidien.

LE 1^{er} OCTOBRE 1923.

c'est à cette date que l'emprunt de 150.000 francs doit être totalement couvert.

C'est d'ici là, QUATRE MILLE FRANCS PAR JOUR qui doivent être souscrits.

Les souscriptions à l'emprunt sont reçues, tous les jours, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e), métro Combat, de 8 heures du matin à 7 heures du soir. Le dimanche : de 9 heures à midi.



Au Japon

Le mouvement gréviste

Un cas d'importance capitale vient de se dérouler au sein du mouvement ouvrier du Japon. Les communistes, entrepreneurs du rôle de jaunes au service des capitalistes. Cela semble étrange au premier abord, car ils prétendent toujours être l'avant-garde de la lutte de classe.

Le 28 mai, les ouvriers de la fabrique d'automobiles Hiraoka à Tokio, déclarent la grève avec la demande que le propriétaire de la fabrique dissolve l'Union « Seibokukai » (Société des sincèrement attachés) dont le but est de servir de fabricant, et congédie deux fonctionnaires de l'Union qui étaient en même temps contre-maîtres dans l'usine. Notons, entre parenthèses, que les grévistes avaient organisé un syndicat des ouvriers de la fabrique d'automobiles qui est affilié à l'Association des Syndicats par l'intermédiaire de la Fédération des Métaux. L'Union « Seibokukai » fut organisée par ces deux contre-maîtres avec l'aide financière du fabricant en vue de contrebalancer l'activité du syndicat qui avait pu organiser dans son sein tous les ouvriers de la fabrique (1.000 membres environ). Grâce à la création de cette nouvelle union, deux cents ouvriers se séparèrent du syndicat pour adhérer à l'organisation réactionnaire dont le but était de coordonner Capital et Travail. Au fond, cette union est toujours pour le capitaliste contre le travailleur.

A la veille du premier mai, le Syndicat des ouvriers de la fabrique adopta une résolution proposant à ce que tous les ouvriers quittent l'usine et participent dans la démonstration, mais l'Union des jaunes s'y opposa de toutes ses forces. Il faut noter que cette dernière n'a pas de cotisation pour ses membres, mais a des dépenses couvertes par le fabricant. Comme réponse aux demandes du syndicat, le fabricant congédia dix-sept de ses membres.

Depuis la scission survenue à la conférence d'Osaka, en septembre 1922, nous avions proposé la création d'une fédération unique, la Fédération Japonaise du Travail, en accord avec les communistes, cherchant une occasion propice pour attirer et affaiblir l'Association des Syndicats. La grève, dont je viens de parler, leur a servi de prétexte. Si notre grève est perdue, notre Association des Syndicats souffrira une grande défaite. La Fédération Japonaise du Travail s'abaisse à des moyens des plus vils pour désorganiser la grève, et entreprendre de saper le fabricant contre les grévistes. La fabrique est à présent protégée par les forces unies de la police, des communistes, des membres de la Fédération Japonaise du Travail et des capitalistes. Et comme l'a déclaré un des fonctionnaires de la Fédération Japonaise du Travail, adhérent de l'I.S.R. : « Cette grève est le résultat de la trop grande activité des syndicalistes qui ne font que parler de la révolution et du fédéralisme, et qui nous empêchent de travailler à la Fédération Japonaise du Travail. C'est l'occasion de leur donner une bonne leçon. Nous ne sommes pas des jaunes. Mais nous prenons simplement en mains la situation rendue critique par les activités radicales ».

A notre protestation contre l'action des communistes, ces derniers nous répondirent comme suit : « Oui, nous savons bien que jouer le rôle de jaunes n'est pas bien agréable, surtout dans le mouvement ouvrier. Mais nous sommes délégués de notre parti pour protéger les membres de l'Union des jaunes contre vous. Une telle défection est toute naturelle de la part du Parti, car comme vous le savez, c'est une lutte à mort contre eux depuis la scission de la conférence d'Osaka ».

On peut juger ainsi de la valeur de l'Unité dans le mouvement ouvrier » préconisée par l'Internationale Communiste.

Les ouvriers sont pour nous : Les réunions publiques à Tokio et à Osaka sont toujours suivies par des milliers de travailleurs, malgré les désordres incessamment provoqués par les communistes. Chaque fois des résolutions condamnant l'attitude des communistes et de l'Union des jaunes comme ennemis de l'émancipation ouvrière sont passées à l'unanimité.

Les ouvriers du Japon se rendent de plus en plus compte de la valeur des communistes et de leur mot d'ordre : « Dictature du prolétariat ».

La grève a été toujours malgré les arrestations continuelles de nos camarades.

E.K. LOBUSHIMA.

La répression au Japon

Notre camarade Sakaya Ozugi, qui fut expulsé de France au mois de mai dernier pour avoir pris, en compagnie de Colomer, la parole dans un meeting, nous a fait parvenir de Tokyo un journal japonais publié en anglais, *The Tokyo News*, qui relate l'arrestation de 80 révolutionnaires pour « complot contre la sûreté de l'Etat ».

L'acte d'accusation dénonce la propagande faite dans le peuple et particulièrement chez les étudiants, dans l'armée et la marine, afin d'organiser le communisme au Japon.

Bien que les renseignements nous manquent et que nous ne puissions nous prononcer qu'imparfaitement, il semble cependant que le coup de filet qui fut opéré le 5 juin dernier, et dont furent victimes 80 camarades est le prélude d'un mouvement réactionnaire de grande envergure, pour tenter de détruire, à la faveur de la division ouvrière, les organisations prolétariennes.

Il y a actuellement au Japon deux grands courants, l'anarchisme et le bolchevisme. Le premier est représenté par notre camarade Ozugi, expulsé de France, et le second par Iwasa, Kasuo-Kato et Kenji Kondo.

Les bolcheviks sont soutenus par la Confédération Générale du Travail qui a à sa tête un communiste notoire, Burei Suzuki, et par les membres du *Drapeau Rouge* qui est le parti radical japonais.

Dans une grande arène de la bourgeoisie qui dresse actuellement le prolétariat japonais contre ses exploiters, nous croyons comprendre que la Confédération Générale du Travail a voulu détourner le conflit de son terrain économique pour lutter en faveur de la reprise des relations diplomatiques avec la Russie des Soviets.

Les communistes et la C. G. T. engagent donc les ouvriers japonais à reprendre le travail, mais les ouvriers refusent et comme parlent ou la politique et les policiers viennent faire leur cuisine, le mouvement fut envenimé.

Les grévistes, soutenus par les anarchistes, continuent la lutte avec acharnement, accusent les communistes et les maîtres de la C. G. T. d'être des briseurs de grèves, et des traitres à la classe ouvrière, et dénoncent l'activité de la C. G. T. à soutenir les jaunes (strike-breakers) bolcheviks.

La lutte au sein de la C. G. T. qui atteignit aujourd'hui son point culminant, a précédé toute l'action depuis octobre dernier, époque à laquelle une tentative d'unité entre tous les groupes eut lieu, puis en raison des différends politiques qui divisaient les travailleurs.

Par leur dictature, les bolcheviks s'imposent à la tête de l'organisation ouvrière et une démonstration des grévistes de la *Car Manufacturing Co.* pour protester contre l'attitude des bolcheviks, fut interdite par la police.

L'activité de la police est stimulée par le mouvement de grève ainsi que par les bolcheviks qui déclarent vouloir conclure un grand travail en faveur de la reprise des relations diplomatiques avec le gouvernement des Soviets.

L'accusation portée contre les militants arrêtés, serait relative aux décisions prises dans un meeting secret il y a quelques jours et dans lequel il aurait été décidé de supprimer tous les ministres et hauts officiels et d'organiser un gouvernement bolchevik.

Nous apprenons que la camarade Nove Ilo, la compagne de Ozugi, a également été arrêtée ainsi que des anarchistes militants et que le ministre de l'Intérieur Japonais envisage de quelle façon l'on recevra au Japon notre camarade anarchiste Ozugi, car certains officiels déclarent pour lui, l'exportation à vie.

J. CHAZOFF.

En Espagne

L'honnête diplomatie française

Evidemment la duplicité, l'hypocrisie, le manque de loyauté, sont en matière de relations internationales d'origine exclusive. Les diplomates, nos gouvernants, dont Poincaré est le plus représentatif des spécimens et nos diplomates, incarnés symboliquement en la personne du défunt Delcassé, ne commettent jamais de ces actes qui répugnent à la conscience humaine. Leur « travail » international est tellement « honnête » que la suppression de la diplomatie secrète n'intéresse pas le pays qu'ils représentent si bien... et il est injuste de les soupçonner de manœuvrer de façon peu scrupuleuse, nous poussant, peut-être vers de graves complications internationales.

Je vais, toutefois, me permettre de jeter un petit caillou dans la mare aux grenouilles, interrompant le concert de louanges que ces batraciens entonnent à la louange des seigneurs humains et divins. La campagne marocaine menée par l'Espagne nous procure des enseignements précieux sur le sujet.

En août 1921 les troupes qui occupent ce qu'on appelle « le Maroc espagnol », reçurent une raclée formidable. Elles perdirent en onze jours ce qu'elles avaient conquis en onze ans. Il y eut environ trente mille victimes, le général en chef se fit sauter la cervelle. Semblable déroute infligée par des hommes dévoués à l'armement moderne, de tactique combattante, de stratégie guerrière, était quelque peu déconcertante et toutes les conjectures ne suffisaient pas à satisfaire les curieux ni à répondre aux interrogations indiscrètes. Comment cela avait-il été possible ?

Un journaliste, Luis de Oleyza, directeur de l'important quotidien madrilène *La Libertad*, ardent partisan des Alliés, francophile enragé et germanophobe impénitent, souleva le premier un coin du voile. Lors d'une visite secrète au Maroc français, il put voir que presque tous les matériaux pris à l'armée espagnole avaient passé les zones et frontières fixées au vert de traités internationaux, et étaient achetés et employés par la population française. Chevaux, uniformes, canons, voitures, tout cela circulait dans les villes où ondayait le drapeau tricolore. Poussée à fond, l'enquête révéla que les Espagnols étaient continuellement tracassés, leur correspondance surveillée, et qu'ils ne pouvaient pas broncher sous peine d'expulsion immédiate. La terreur était telle que Luis de Oleyza ne put pas donner publiquement le nom de ses informateurs.

Mais le témoignage de cet homme, qui fut, répétons-le, un francophile enragé, ne pouvait pas être suspect.

L'informateur alla plus loin : des renseignements recueillis, il se dégageait que les tribus qui luttaient sous les ordres d'Abd-el-Krim, le roitelet de la région disputée, étaient ravitaillées par les soins de la France. Tous les journaux se firent l'écho de ces révélations et personne ne les mit en doute.

Voici deux mois, un dur combat s'est livré à Tizi-Azza. De part et d'autre, les victimes furent fort nombreuses. Et les correspondants de la presse espagnole affirmèrent que les grenades lancées par les Marocains étaient de fabrication française.

Il serait, en effet, malaisé aux peuplades barbares (que des bataillons d'illétrés vont civiliser), de disposer des moyens techniques nécessaires pour les fabriquer.

Le calme relatif une fois rétabli, d'autres nouvelles nous parlèrent de manœuvres d'un genre nouveau. A Tanger, ville dont les requins de France, d'Espagne et d'Angleterre disputent la possession, des bandes de malfaiteurs commettaient journellement de très bruyants méfaits. Une agence policière française munie d'un flair de race, pêchait, les uns après les autres, les auteurs du désordre qui génaient tout le monde, et ceux-ci, une fois en prison, en sortaient rapidement, libérés provisoirement sous caution procurée par les agents du gouvernement français. Tous ces ex-

piats ont pour but de jeter le discrédit sur l'Espagne et de pousser la population vers l'ordre policier...

Il est intéressant de constater qu'entre les quotidiens qui affirment ces faits, se trouve le plus grand d'entre eux, *El Sol*, journal extrêmement sérieux dont le seul péché, capital celui-là, fut de s'être incliné pour la clarté française contre la lourdeur germanique.

Ces jour-ci, une lutte acharnée se livre, fauchant des milliers d'existences. Comme dans les cas antérieurs, ce sont les Marocains qui attaquent, mais avec une perfection tactique, stratégique et technique plus que troublante. Tranchées semblables à celles du front ou on faisait la guerre d'usure, vagues d'assauts méthodiquement lancées dans les attaques, accord de l'artillerie et de l'infanterie, rien n'y manque.

Puis des armes révélatrices de ce que les pauvres d'esprit ou les coquins qualifient, peut-être, de concurrence déloyale, mais que les gens sensés baptisent plus justement de concurrence des grandes. Les Français, puis des balles Lebel en quantités immenses, et des boutons d'uniformes français, puis de l'argent français circulant en abondance, et pour comble, lors des attaques, des retraites, etc., des clairons qui sonnent de la même façon, avec la même musique que sonnent les clairons français dans de pareilles circonstances !

Tous ces faits, répétons-le encore, sont confirmés par les informations particulières de tous les journaux qui défendaient hier et défendent encore aujourd'hui le pays du droit, de la justice et de la civilisation.

Leur but ? Celui-ci : rendre impossible à l'Espagne la conquête du territoire que la conférence d'Algésiras lui assigna. Puis, une fois les troupes entrées dans leur pays, s'emparer de ce territoire, agrandissant ainsi les possessions françaises de l'Afrique du Nord, et livrant les mines de la région à ceux qui tirent les ficelles. Le résultat a déjà été que l'Espagne a pactisé avec l'Angleterre, contre la France. Qu'elle aille avec l'une ou avec l'autre, cela nous importe peu. Ce qui nous intéresse, c'est de déjouer les procédés ignobles employés par la politique coloniale pour atteindre ses buts, c'est de souligner qu'au lieu de civiliser les attardés, la raison morale suprême invoquée pour tromper les nigauds, on ne fait que se servir comme chair à canon, que les conduire au massacre pour un grand travail en faveur de la reprise des relations diplomatiques avec le gouvernement des Soviets.

C'est enfin et surtout de faire comprendre comment surgissent les conflits internationaux, quelles sont les raisons véritables et les circonstances historiques qui poussent à la boucherie les troupeaux imbeciles.

Gaston LEVAL.

En Russie

A tous les Travailleurs !

Ce n'est pas la première fois que les révolutionnaires russes de différentes tendances s'adressent à vous avec la prière de vous charger de la défense de la vie et de la liberté de ceux qui luttent en Russie sans trêve et sans relâche pour la révolution sociale, pour la libération du travail et de l'individu. Nous savons combien la réaction s'est fortifiée dans vos propres pays et combien d'énergie et de sacrifices vous coûte la lutte contre cette réaction. Mais les dernières nouvelles qui nous parviennent de Russie nous ont fait penser que nous devrions à vous encore une fois avec une prière encore plus pressante, et de faire appel à vos sentiments de solidarité et à votre aide fraternelle.

Depuis longtemps, des centaines et des milliers de révolutionnaires souffrent dans les prisons et dans les camps pour la suppression de la diplomatie secrète n'intéresse pas le pays qu'ils représentent si bien... et il est injuste de les soupçonner de manœuvrer de façon peu scrupuleuse, nous poussant, peut-être vers de graves complications internationales.

Le gouvernement qui prétend être la personnification de la révolution sociale, persécute avec une énergie sans précédent et sans merci les éléments révolutionnaires de gauche, les socialistes révolutionnaires, les maximalistes, les anarchistes, les anarchosyndicalistes, qui ont pris une part active dans la révolution sociale russe et qui, avec des sacrifices inimmortels, avec un idéalisme qui ne se renia jamais, continuent à défendre depuis octobre jusqu'à ce jour ses positions.

Non seulement tous les organes indépendants de la presse ouvrière sont suspendus depuis longtemps, toute activité libre des masses publicitaires, les arrestations et les répressions n'arrêtent pas, — la situation est actuellement bien pire, — que ouvertement à pour but l'extermination physique des révolutionnaires russes.

Marie Spiridonova, qui a fait son chemin

COMITÉ GENERAL POUR L'AMNISTIE

C. G. T. U. — Comité de Défense Sociale — Parti Communiste — A. R. A. C. — Union Anarchiste — F. O. P. — U. G. des Locataires — U. S. C. — Comité Goldsky

Le samedi 8 septembre, à 20 h. 30, 33, rue Grange-aux-Belles et avenue Mathurin-Moreau

Grands Meetings pour l'Amnistie totale

I. Les Conseils de Guerre. — Historique. — Les grosses erreurs des conseils de guerre. — Les deux justices : justice civile et justice militaire. — Comment et pourquoi on envoie aux conseils de guerre.

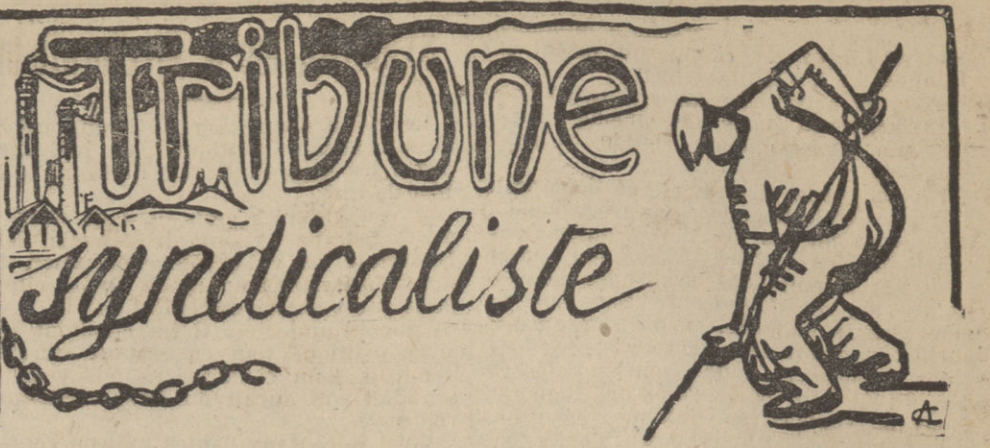
II. Les bagnes militaires. — Historique. — Les milliers qui y crévent. — La vie dans les bagnes. — La crapaudine, les silos, les travaux publics. — Pourquoi ils existent. — Les prisons civiles et militaires. — Les meurs des détenus, les déchéances humaines. — Les affaires Arnould-Rousset. — Le camp de Saint-Samé.

III. Les victimes de la guerre. — Les profiteurs. — La finance et la guerre. — L'industrie et le commerce. Le bassin de Briey. Le nickel et le Rodschild. — Les Vilgrain et autres messieurs. — Les fusillés de Vigny, de Flirey. Le soldat Maupas, etc., etc. — Les réhabilitations posthumes, les généraux assassins. — Les marins et soldats de la Mer Noire. — Les mutins de 1917. — Les causes. — « Le Bonnet Rouge » et le cas Goldsky. — La conscience pendant la guerre : déserteurs et insoumis, les cas Collin, Rolland, Jeanne Morand, etc., etc.

IV. L'Amnistie. — Ce que devrait être une amnistie. — Ce qu'elle a été, ce qu'elle est. — Nous exigeons la disparition des bagnes militaires, des conseils de guerre, des prisons militaires. — La suppression de la prison politique. — La libération des grévistes du Havre, les mineurs de la Lorraine, la réintégration des cheminots révoqués. — Midol.

ORATEURS :

Lucien LE FOYER
Ancien député de Paris
Georges PIOCH
Homme de lettres, ancien de l'U.S.C.
André COLOMER
de l'Union Anarchiste
de l'A. R. A. C.
PEUPLE DE PARIS, tu frémisses de colère en songeant aux martyrs des enfants du peuple qui meurent dans les bagnes pour des futilités. Tu viendras en masse montrer aux hyènes gouvernementales ta puissance.



AVANT LIMOGES

Le Problème international

Après avoir démontré que la C. G. T. U. se trouvait dans l'obligation de condamner les « accords circonstanciels » et de s'opposer au fonctionnement des « commissions syndicales », pour conserver la maîtrise complète de son action et sauvegarder son indépendance, il me reste maintenant à examiner la question internationale qui, avec les deux premières, fixe le cadre des discussions essentielles qui se dérouleront à Limoges... ou ailleurs.

On peut affirmer que ces trois questions sont intimement liées les unes aux autres et qu'elles ne forment, en fait, que les parties distinctes d'un même débat.

Si, par la force des choses, par les faits observés et vérifiés par l'antagonisme profond des doctrines, par l'attitude désormais fixée de la majorité confédérale, opérant en accord avec le P. C. français, nous sommes dans l'obligation de répudier les « accords circonstanciels » devenus permanents ; si, par désir de conserver au syndicalisme son caractère, sa valeur d'action, sa liberté, nous sommes appelés à condamner les commissions syndicales, nous sommes aussi dans l'obligation d'examiner à nouveau le problème international, la situation de la C. G. T. U. sur ce plan.

Une première chose nous est apparue : les internationales de Moscou, Berlin et Amsterdam, n'ayant pu aller au point de contact, ne pouvant arriver à trouver jusqu'à ce jour aucune possibilité d'action commune, se sont trouvées les unes comme les autres, dans l'impossibilité de pouvoir appliquer leurs décisions d'action.

Face aux événements capitaux qui se déroulent sur le plan international, et tout spécialement en Allemagne, les Internationales Syndicales ont été impuissantes à en tirer parti et, plus encore, à les diriger.

Il y a là une situation qui mérite une attention sérieuse de notre part. Il faut, à tout prix, sortir de l'impasse, devenir capable de dresser un front de combat de la Capitale internationale, de barrer la route à ses criminelles entreprises, non pas avec le désir de « plumer » une quelconque « volaille », mais avec la volonté d'affirmer par l'action la force des travailleurs.

Il est pas douteux que, jusqu'à maintenant, les rivalités des Internationales ont constitué l'élément essentiel de l'impuissance que nous constatons.

Ces rivalités, étendues sur le plan national, à chacune des centrales qui appartiennent soit à l'une, soit à l'autre des Internationales, ont engendré, entre autres, des manœuvres et des intrigues qui ont empêché de ces Centrales, désormais toutes incapables de lutter efficacement sur le terrain qui leur est propre.

Puisque nous constatons ce mal endémique, puisque nous avons reconnu la nécessité absolue de reconstruire un front de l'Unité nationale, il n'est pas douteux que la logique veut que tous nos efforts tendent également vers l'Unité internationale, complément direct et nécessaire de l'Unité nationale.

Or, nous avons encore cette chance en France de voir se dessiner un courant d'Unité dont la force est indéniable. Partout, que ce soit à la C. G. T. U., à la C. G. T., dans les syndicats autonomes, les vrais unitaires sont nombreux. Ah ! certes, ces forces ne sont pas encore arrivées à se comprendre, à conjuguer leurs efforts, à coordonner leur action ; il n'en est pas moins certain qu'elles grandissent de part et d'autre, en nombre et en puissance. Le fait qu'on est d'accord pour reconnaître que l'Unité doit être faite ; qu'on cherche le meilleur moyen de la réaliser est un sûr garant qu'elle se fera.

Si, sous ce point de vue, la C. G. T. U. se situe en dehors de toute affiliation internationale, jusqu'au Congrès de l'Unité Internationale, elle éliminera une des principales raisons qui s'opposent à l'Unité nationale, qu'elle facilitera considérablement la réalisation de l'Unité nationale et internationale.

Je sais qu'on va me dire que c'est une position fautive, insoutenable, inacceptable. Voyons ce que valent réellement ces objections qui, à première vue, semblent irrésistibles.

Retenons tout d'abord ce fait capital : les Internationales sont tout à fait incapables de dépasser la situation actuelle. Ajoutons immédiatement que leur action ne pourra être efficace qu'autant qu'elles consentiront à unir leurs efforts. Convenons que les possibilités d'établir des rapports entre elles sont extrêmement fragiles, en raison de l'antagonisme profond qui divise les bureaux internationaux.

Ne pensez-vous pas qu'une force indépendante et importante, comme la C. G. T. U., aurait là un beau rôle à jouer ?

Qui mieux qu'elle pourrait servir d'agent de liaison entre ces différentes « formations provisoires » que sont actuellement les trois Internationales Syndicales ?

Poursuivant inlassablement la reconstruction de l'Unité syndicale organique qui sera, malgré tout, réalisée en France avant longtemps, et avant de l'être dans les autres pays — la C. G. T. U. n'est-elle pas, si elle le veut, qualifiée pour jouer ce rôle de conciliateur ?

Qui, aujourd'hui, oserait encore affirmer que la pratique de l'Unité d'action, nationale et internationale, n'est pas le seul moyen de se diriger vers l'Unité organique et de la réaliser ? Personne.

Dans ces conditions, le rôle international de la C. G. T. U. est tout tracé.

A chaque occasion d'action, face à tout événement grave, la C. G. T. U., trait d'union international, saisi les trois Internationales et les met en face de leurs responsabilités réciproques. Se basant sur la nécessité absolue d'une action commune et concertée, elle provoque la tenue d'une conférence des trois Exécutifs pour déterminer la plateforme et les moyens d'action des Internationales, en faisant prendre aux forces associées l'engagement solennel de ne point revendiquer tout le bénéfice de l'action pour l'une d'entre elles, ou de ne point rejeter sur l'une d'elles la responsabilité de l'échec.

La C. G. T. U. participerait, bien entendu, à l'action concertée des trois Internationales — sans revendiquer, pour cela, une place particulière — en exécution des décisions de la Conférence.

N'y a-t-il pas là un moyen d'enrayer

l'action du capitalisme international, de grouper sur un terrain solide toutes les centrales nationales sans exception, de pouvoir se mettre au niveau des événements, de les interpréter avec succès, avant de pouvoir prétendre les diriger ? Oui, sans doute.

La pratique renouvelée de cette Unité Syndicale Internationale dans l'action n'est-elle pas le meilleur moyen de faire renaître la confiance, de développer la compréhension et de hâter la réalisation de l'Unité ?

Puisque les Internationales, qui sont, malgré tout, nécessaires pour coordonner les efforts des divers courants actuels du syndicalisme, sont appelées, un jour ou l'autre, à former ensemble l'Internationale unique, ne peuvent-elles pas, à l'heure actuelle, se constituer en mission, s'il n'est pas, plus que jamais, les plus désastreux effets dans les mouvements nationaux ; puisqu'il faut une force assez importante pour être écoutée, pour servir d'agent de liaison, pourquoi cette force ne serait-elle pas la C. G. T. U. ?

Si nous nous sommes accusés des plus noirs desseins, avant Saint-Etienne et depuis, nous n'avons jamais eu d'autre but que de réaliser l'Unité nationale et internationale, sans abdication pour personne.

Le moyen proposé à Saint-Etienne permettait de constituer l'Unité des forces syndicales révolutionnaires, de faire de Moscou et de Berlin une seule Internationale.

En le rejetant, le Congrès de Saint-Etienne a pris la responsabilité de la division qui s'est accentuée depuis. Si le Congrès de Limoges, ou d'ailleurs, ne comprenait pas encore sa mission, s'il n'admettait pas cette idée que l'Unité d'action est indispensable, il aggraverait encore l'erreur de Saint-Etienne, qui serait bien près d'être irréparable.

Si le Congrès de Limoges comprend vraiment le rôle que peut et que doit jouer la C. G. T. U., s'il accepte cette idée qu'une Internationale est bien davantage une somme de possibilités d'action qu'une somme de doctrines, le prolétariat de ce pays et des autres pourra marcher avec plus de confiance vers ses destinées.

Pierre BERNARD.

Voici le troisième larron

SYNDICALISTES, MÉFIEZ-VOUS !

Renard-Jouhaux, d'une part ; Cachin-Monmousseau, de l'autre.

Tels sont les écueils les plus apparents pour le mouvement prolétarien. Mais notre phare impitoyable veut éclairer tous les récifs : les moins évidents sont les plus dangereux.

Déjà nous avions, à sa naissance, mis en garde les syndicalistes contre l'Égalité, organe d'un parti politique. Nous nous souvenons du Frossard de Saint-Etienne et sa conversion au fédéralisme révolutionnaire nous semblait bien rapide pour ne pas nous être suspecte. Aussi nous ne manquâmes pas de signaler amicalement le péril à ceux de nos amis qui consentaient à collaborer à l'hebdomadaire du P.S.G.

Aujourd'hui, aucun doute n'est plus possible. Le troisième larron se révèle. Frossard lève le masque. Eclairons sa face de politicien.

Les affiches nous apprennent que parmi les collaborateurs de *Paris-Soir*, organe de ceux qui « servent la République sans la desservir », se trouvent, entre autres, champions du Bloc des Gauches et ex-parlants de l'Union Sacrée de 1914-1918, Frossard en personne — Frossard, le champion nouveau-né du Syndicalisme intégral ; Frossard, le chevalier servant de l'Autonomie ouvrière.

Nous savons bien que d'autres personnalités « égarées » accompagnent leur directeur dans l'aventure. Mais ceux-là au moins, ne se mêlent pas de syndicalisme et les travailleurs ne peuvent se tromper sur leurs intentions franchement politiciennes. Frossard, au contraire, lui, à Saint-Etienne, nous retrouvons Frossard à Limoges.

Le bon apôtre fait illusion à nombre de bons bougres, mais il est temps de crier aux copains : « Attention ! Cachez-vous ! Voici le troisième larron... Syndicalistes gare à vos poches ! »

Syndicalisme de masse

oui...

mais pas de masturbés

Dans l'Humanité du 29 août, le dictateur en herbe, Vésine, qui fut si copieusement rossé au dernier Congrès du Bâtiment, furieux, à peine remis de sa courbature, reprend à nouveau la position de combat. En sa qualité d'orthodoxe, religieux de la foi nouvelle, il espère que Limoges sera le messie communiste (comme le-dessus, Jean, et bois de l'eau, tu vivras vieux). Souviens-toi, o naïf Vésine, qu'un certain grand Joseph avait aussi promis mille-morts à notre Fédération, qu'il d'ailleurs ne s'est jamais aussi bien porté, et qu'il dut un jour verser des larmes bien amères sur le beau rêve qu'il avait fait d'assoir son empire sur les débris du fédéralisme.

Le malheur est que le fédéralisme, tel qu'il est, n'est que le jeu de l'homme qui se joue à la base après des syndiqués, chercher des indications, présenter et faire accepter la besogne accomplie, voilà ce que nous pensons être du pur fédéralisme. C'est ce que nous fimes et ce que nous ne cessons de faire. Tandis que les frères en religion qui violent, sur les indications d'un parti, le mandat qu'ils avaient reçu, devant moi des adhérents de leurs Syndicats, n'en firent jamais autant. Quant à le plaindre qu'on n'ait pas laissé la bride sur le cou de la minorité dont tu fais partie, tu es vraiment mal venu. Il faudrait

l'abord adresser ce reproche à Monmousseu et à ceux qui, comme lui, disent que la minorité n'a qu'à obéir.

Pour les actions d'éclat dont tu sollicites la récompense, nous demandons que tu nous en fasses une description, si petite soit-elle.

Prends garde, également, en dénonçant la pensée et le travail des autres, quand il ne te convient pas, de l'attribuer à d'autres démentis bien mérités. La motion concernant les commissions syndicales adoptée contre toi, au Congrès du Syndicat par une grande majorité, n'empêche aucunement les communistes de détenir des fonctions syndicales, mais seulement fédérales, tu le vois et tu le feras de l'ignorer. Nous ne voulons pas diminuer les droits des communistes mais nous n'entendons pas subir la dictature de leur individu et de leurs principes. Quant à l'orage sous lequel tu menaces de faire couler le navire fédéral, souviens-toi qu'il en a déjà affronté d'autres, d'où il est sorti victorieux et nous pensons qu'il en sera de même à Limoges ou ailleurs, pour le grand bien du syndicalisme et au grand dam des politiciens de ton espèce, Vésine.

Où, nous sommes pour le syndicalisme de masses, mais pas de masturbés.

LE PEN.

Dans l'Alimentation

Dès que notre *Libertaire* deviendra quotidien, il devra consacrer une large place au syndicalisme, au mouvement ouvrier. En attendant la parution quotidienne, et pour faire contrepoids aux formidables moyens dont disposent les communistes et ceux qui les suivent, il ne paraît pas inutile que notre journal adresse, aux camarades qui résistent à l'emprise bolcheviste, il y a quelques semaines, c'était la Fédération du Bâtiment qui subissait l'assaut combiné de l'Humanité et de la V. O. L'effort offensif des Moscovites s'est brisé sur le rempart du syndicalisme. En attendant la possibilité de prochains assauts et aussi en prévision du Congrès Confédéral de Limoges, des troupes fraîches vont s'essayer à réduire de petits forlans, tels la Fédération de l'Alimentation. Déjà, dans quelques semaines, nous aurons, depuis son dernier numéro, la V. O. L'effort offensif des Moscovites s'est brisé sur le rempart du syndicalisme.

Dans les Fédérations, deux camarades : Mathieu et Guillon, ont le feu. Un referendum doit donner l'avis des syndicalistes sur la convocation du Congrès fédéral dont le dernier Comité National avait décidé. Mais, après consultation, c'est la Fédération de l'Alimentation qui, par un vote de 10 à 1, a décidé de ne pas aller à Limoges. Dans les Fédérations, deux camarades : Mathieu et Guillon, ont le feu. Un referendum doit donner l'avis des syndicalistes sur la convocation du Congrès fédéral dont le dernier Comité National avait décidé. Mais, après consultation, c'est la Fédération de l'Alimentation qui, par un vote de 10 à 1, a décidé de ne pas aller à Limoges.

Elles ont fait en effet du beau travail dans le Nord, qui compte cependant par le nombre et l'influence morale des syndicats de l'Alimentation.

Lors de la tenue des conférences régionales, j'avais assisté à celle de Lille pour la première région. A la demande de l'ancien secrétaire du Nord, Lauridan, est venu pour exposer la question des U. R. Assistants aux autres discussions, les camarades lui avaient demandé son appréciation sur un différend entre le syndicat de Caudry et une coopérative de l'endroit. Sur les deux points, Lauridan s'exprima en faveur du syndicat. Le Comité National, en tant que membre du Parti Communiste, n'en a pas dit un mot. Comme les camarades présents étaient des communistes mais je leur ai dit que le répète tous de bons militants ouvriers, certains étaient des artisans, d'autres des adversaires de Lauridan. Comme le Comité National n'en a pas dit un mot, Lauridan a dit que le Comité National n'en a pas dit un mot.

Or, parce que Jung a cru bon de s'opposer à de fausses résolutions de ce genre en votant la résolution Larthieu, il cesse aux yeux de certains d'être administrateur consciencieux et fait fonctionnaire de notre Fédération depuis un an avec de modestes moyens. Il faut le remplacer par un autre qui soit moderne, à la page, en un mot par un homme inféodé à Moscou. C'est toujours le communisme *uber alles*.

Et puis, il faudrait aussi nommer un autre secrétaire délégué à la propagande, contrairement à ce que décidait notre Congrès de Lille qui pensait que les militants et les délégués régionaux pouvaient, à meilleur compte qu'un fonctionnaire permanent appointé, faire la propagande dans le pays.

Puis, pour terminer, quand Mathieu semble attribuer à Racamond l'idée de faire une campagne pour l'organisation des travailleurs occupés dans les grandes usines alimentaires, il oublie que le dernier Comité National a pris une décision à ce sujet. L'ancien secrétaire du Nord n'a pas le droit de faire le dernier numéro de l'Alimentation Ouvrière ?

El je pense bien que d'autres camarades syndicalistes de l'Alimentation seront à nos côtés, au Congrès Fédéral de Limoges, pour s'opposer à la mainmise communiste.

R. BARBET

Groupe de la minorité des Métaux de la Seine

Comrade, Tu es syndiqué ; par là même, tu aspiras à devenir syndicaliste et, quand tu le seras, tu auras étudié et compris le syndicalisme.

Pour nous, le syndicalisme est un stade qu'il nous faut traverser dans notre marche vers l'émancipation intégrale des travailleurs. C'est la forme d'organisation de la société future qui accordera à l'individu le maximum de liberté, tout en faisant son éducation économique et sociale.

Or, le syndicalisme est menacé dans sa forme et dans son esprit. C'est ce qui explique la naissance d'un Comité pour l'émancipation syndicale des Métaux. C'est parce que la politique exerce chez nous ses ravages qu'il nous faut agir.

Nous avons constitué ce Comité pour défendre le syndicalisme menacé dans son recrutement et dans son action de classe. Nous considérons que la politique doit être bannie du syndicat.

Pour cela, camarade syndique et syndicaliste, tu le dois te séconder nos efforts pour combattre dans ton organisation de classe l'emprise de tous les partis politiques.

Assiste donc régulièrement à nos assemblées générales de section et de syndicat afin de faire triompher la formule de Fronton : "L'administration des choses doit remplacer l'administration des individus".

Reconnais avec nous que le syndicalisme seul est susceptible de dresser les travailleurs contre le capitalisme et que seul il est capable de faire surgir la "philosophie du travail", de laquelle se dégage la véritable émancipation.

Pour que le Syndicat des Métaux ne soit pas la chose et le jouet des partis politiques, viens joindre les efforts aux nôtres. Nous comptons sur toi comme tu peux compter sur nous, afin de faire respecter ce principe essentiel :

PAS DE POLITIQUE AU SYNDICAT ! TOUS UNIS CONTRE LE PATRONAT ! La prochaine assemblée générale aura lieu le samedi 1er septembre 1923, à 20 h. 30, Bourse du Travail.

Syndicalisme & Electoralisme

Le syndicalisme sera-t-il gangrené par l'electoralisme politique ? Le mal menaçait-il les deux C. G. T. ? Eh ! oui, il faut bien le dire.

Il y a quelques mois, lors de deux sièges législatifs à pourvoir dans la Seine-Inférieure, on vit le citoyen Gautier, candidat du Parti Communiste. Or, ce citoyen était et est encore secrétaire de l'U. D. des Syndicats unitaires. Il fut candidat à un siège politique tout en restant secrétaire syndical. Cela constitue, à nos yeux, un scandale qui aurait dû être sérieusement repoussé.

Voici que, dans l'autre maison confédérée, la Fédération de la Chapellerie demande à la C. G. T. de participer à l'action électorale en conseillant aux syndiqués de s'accorder leurs voix qu'aux candidats qui acceptent le programme confédéral.

Aux sincères militants de prendre garde. Le syndicalisme ne doit pas être un marchepied pour les ambitieux, ni un troupeau pour les maquignons.

Alerte dans les T.C.R.P.

Depuis quelque temps, les mannequins politiques cherchent à mettre sur les organisations syndicales qui, jusqu'à ce jour, avaient avec ardeur défendu leur autonomie.

Aujourd'hui, grâce aux trahisons de certains arrivistes ou aspirants députés syndicalistes, cette mainmise s'exerce sur certains syndicats, et le malheureux syndiqué qui, bien souvent, paie de sa liberté le droit au mieux-être, se voit non pas entraîné à une action syndicale, mais forcé d'obéir à une discipline aveugle dictée par un parti politique.

Dans les Transports, nous avions toujours réussi à maintenir le syndicalisme dans la bonne voie, mais puisque malgré les décisions des délégués qui, dans une dernière réunion, volaient à la majorité une motion disant que nous nous défendons avec la dernière énergie contre toute intrusion politique au sein de notre organisation. Nous sommes obligés aujourd'hui de jeter notre cri d'alarme. Les commissions syndicales viennent de se créer dans les T.C.R.P., cherchant à disloquer et à saper l'œuvre que nous avons développée. Demain, les syndicalistes qui ont travaillé sans cesse pour l'émancipation totale des travailleurs vont être, si nous n'y prenons garde, sous la férule autoritaire d'un parti politique qui dirigera la vie de notre organisation sur l'ordre du bureau politique du parti.

Syndicalistes, attention ! Nous, qui travaillons chaque jour et qui nous tenons sur le terrain syndical, nous ne nous sommes jamais occupés de ce que se passait au sein d'un parti politique, nous avons ledit parti politique que nous nous dressons contre son action néfaste au sein de notre organisation à laquelle il n'a rien à voir.

Jusqu'à ce jour, nous nous sommes toujours abstenus sur le terrain des tendances dans le but d'éviter tout malaise, mais puisque maintenant le bureau politique d'un parti veut introduire la mort dans notre syndicat, nous disons : « Camarades des T.C.R.P., attention ! Que vous soyez socialistes, communistes ou anarchistes, déboutez-vous de la défense du syndicalisme dans les T.C.R.P. »

Les syndicalistes-communistes, la plupart inconsciemment, nous veulent le croire, voter le germe de la division dans notre syndicat.

Les syndicalistes des Transports ne le permettront pas et vont eux aussi se réunir avec ce seul souci et cette seule préoccupation de sauver leur organisation des appétits des fossisseurs du syndicalisme.

UN GROUPE DE SYNDICALISTES DES T.C.R.P.

Les ouvriers agricoles

Tout le monde connaît la peine des ouvriers agricoles. Nous travaillons dur, ce n'est pas en vain que nous sommes si longtemps. Nous sommes mal payés.

Nous paillons s'enrichissent, vivent bien, ne font rien, dotent leurs enfants, et se retirent bourgeois.

Français, Polonais, Italiens ou autres, nous sommes leurs victimes. Nous savons très bien (aussi bien, même, que les camarades des villes) qu'ils sont nos ennemis.

Ils vivent de notre sueur. Ils nous méprisent. Ils nous dénigrent. Avec plus ou moins de douceur, dans les paroles, ils sont les mêmes. Ils disent qu'ils ne trouvent pas de main-d'œuvre. Pardi ! Ils ne veulent pas payer ! Ils s'entendent entre eux. Ils se voient. Ils s'organisent. Ils crient quand le quintal de blé baisse de vingt sous.

Quand un ouvrier se blesse, ils disent qu'il est saoul. Quand un ouvrier s'embauche à la moisson, ils disent : « C'est un faucheur. Ce n'est pas le moment de chercher du travail. Il y en a partout. »

Quand un ouvrier s'embauche en hiver, ils disent qu'il a gardé sa place si c'était un bon travailleur.

Entre eux, les patrons ne savent que taper sur le dos de l'ouvrier qui les enrichit.

Pauvres cultivateurs, vous n'avez pas de chance !

Il y a un proverbe qui dit : « Patience écorche ». On peut supporter de mal un moment. A la fin, cela devient intenable.

Camarades des champs, ne voyez-vous pas saigner vos écorchures ?

Notre tort est de ne pas nous entendre. Demandez à un camarade de votre village ou de votre ferme combien il gagne. Il ne vous le dira pas franchement. Camarades, les patrons vous donnent des salaires de famine, et ils vous recommandent de ne pas les faire connaître. Ils veulent vous éviter de vous faire moquer de vous par des camarades plus émancipés.

Que faire ? se rapprocher, s'entendre, se donner la main.

Nous sommes tous sous la coupe des patrons. L'Union départementale des Syndicats ouvriers devrait entreprendre ce que nous ne pouvons pas commencer nous-mêmes.

L'Union, après s'être renseignée sur les prix payés dans la région, devrait organiser une réunion dans un petit centre, à l'occasion propice (foire fixation de contrats).

Cela aurait l'avantage de nous faire rencontrer entre camarades de misère, de nous faire fraterniser, de nous donner ou de nous redonner de l'énergie.

On formerait une espèce de syndicat. On se tremperait pour la lutte.

Car seules, l'entente entre les exploités et la lutte contre les exploités, aux champs comme à l'usine, amélioreraient notre vie.

Un vacher de Saint-Just-en-Chaussée (Oise).

POUR LE « LIBERTAIRE » QUOTIDIEN

Les Souscripteurs à l'Emprunt

Par erreur, les nos 54-55, 56 et 57 ont été attribués, dans notre liste précédente, aux souscripteurs suivants : Remy DUGNE, Jean HUG et Pierre MENU. Nous rectifions comme suit :

| N° | Noms | Nombre de parts | Sommes |
|--|--|-----------------|---------|
| 54 | ROURE | 1 | 100 » |
| 55 | MARCHADIER | 1 | 100 » |
| 56 | Henri PETIT | 1 | 100 » |
| 57 | PRUDHOMME | 1 | 100 » |
| 58-59 | Remy DUGNE | 2 | 200 » |
| 60 | Jean HUG | 1 | 100 » |
| 61 | Pierre MENU | 1 | 100 » |
| 62 | Séverin FERNANDEZ (2° vers.) | 1 | 100 » |
| 63 à 67 | Groupe Anarchiste du Havre | 5 | 500 » |
| 68 | Robert WALTAT | 1 | 100 » |
| 69-70 | Clovis MAROT | 2 | 200 » |
| 71 | Eugène LELIEVRE | 1 | 100 » |
| 72 | SCHOUBERT | 1 | 100 » |
| 73 | CARROU | 1 | 100 » |
| 74 | Laurent POUGRAIN | 1 | 100 » |
| 75 | François RICHARD | 1 | 100 » |
| 76 | DUCASTEL | 1 | 100 » |
| 77 | GUERIN | 1 | 100 » |
| 78 | Hoche MEURANT | 1 | 100 » |
| 79 | MEDAL | 1 | 100 » |
| 80 | Berthe FARRAT | 1 | 100 » |
| 81 | L'ESSOR, Chantier de Saint-Ouen | 1 | 100 » |
| 82-83 | COVA | 2 | 200 » |
| 84 | Groupe Anarchiste du 20° | 1 | 100 » |
| 85 | BONDVOY et ses camarades de chantier | 1 | 100 » |
| 86-87 | Groupe FRUCTIDOR | 2 | 200 » |
| 88 | Julien CAMPO | 1 | 100 » |
| 89 | BULGHERONI | 1 | 100 » |
| 90 | J.-A. PARIS | 1 | 100 » |
| 91 | Groupe Libéraire de Saint-Denis | 1 | 100 » |
| 92 | Groupe de Drancy | 1 | 100 » |
| 93 | ROUSVOAL | 1 | 100 » |
| 94 | Louis SOULLE | 1 | 100 » |
| 95 | Camille LABERCHÈ | 1 | 100 » |
| 96 | FONTENAY | 1 | 100 » |
| 97 | J. TAUPENAR | 1 | 100 » |
| 98 | Jean-Louis LION | 1 | 100 » |
| 99 | Emile DELABÈRE | 1 | 100 » |
| 100 | Max ANTOINE | 1 | 100 » |
| 101 à 109 | Groupe d'Onnaing (Nord) | 9 | 900 » |
| 110 | Joseph GLIS | 1 | 100 » |
| 111 | Emile KOEBEL | 1 | 100 » |
| 112 | Albert SUREAU | 1 | 100 » |
| 113 | Groupe du REVUEIL de Genève | 1 | 100 » |
| 114 | Michel MAURY | 1 | 100 » |
| 115 | Emile HAMELIN | 1 | 100 » |
| 116 | Aimée MANOUE | 1 | 100 » |
| 117 | Adolphe AGHARD | 1 | 100 » |
| 118 | Roger CHEDEAU | 1 | 100 » |
| 119 à 121 | Groupe de Saint-Etienne | 3 | 300 » |
| 122 | Centro instructivo racional de Barcelone | 1 | 100 » |
| 123 | René PINEAU | 1 | 100 » |
| 124 | Eugène BOCHER | 1 | 100 » |
| 125 | Comité d'Entente des Jeunesses Syndicalistes | 1 | 100 » |
| 126 | Lucien MARANDA | 1 | 100 » |
| 127 | Henri GRAND | 1 | 100 » |
| 128 | Léandre GUISSEGUERE | 1 | 100 » |
| 129 | Jean TEISSIER et sa compagnie | 1 | 100 » |
| 130 | L. M. | 1 | 100 » |
| 131 | Groupe d'Education Sociale de Villeurbanne | 1 | 100 » |
| 132 | CHAVARIN et sa compagnie | 1 | 100 » |
| 133 | Constant MALEF | 1 | 100 » |
| 134-135 | Alphonse COLOMB | 2 | 200 » |
| 136-137 | LEON CHAUVIN | 2 | 200 » |
| 138 | Auguste GARRIERE | 1 | 100 » |
| 139 | Joseph VERGOLIO | 1 | 100 » |
| 140 | Marcel NIBERT | 1 | 100 » |
| 141 | Martial GUIMART | 1 | 100 » |
| 142 | Lucien HAUSSARD | 1 | 100 » |
| 143 | Achille VIGNERON | 1 | 100 » |
| 144 | Jean BIANCOTTO | 1 | 100 » |
| 145 | Lucas GAVARA | 1 | 100 » |
| 146 à 170 | Henry TORRES, pour le « Libertaire », en reconnaissance de sa courageuse campagne pour l'amitié. | 25 | 2.500 » |
| 171-172 | D'YROT | 2 | 200 » |
| 173 | SCHNEIDER | 1 | 100 » |
| Ce qui porte le total des deux premières listes. | | 17.300 | |

L'Aide des Amis

L'annonce de la parution du *Libertaire* a suscité un grand enthousiasme parmi le prolétariat révolutionnaire du monde entier.

Déjà nous parvenions les encouragements de la presse ouvrière. Dans son dernier numéro, le *Terrassier* consacre un long article à ce sujet. Détaillons-en la conclusion :

Le mouvement ouvrier traverse une crise grave en pleine équivoque et le gouvernement actuel l'accable de toutes sa haine en employant les moyens forcés de répression. Dans une telle époque trouble, plus que jamais la nécessité d'un quotidien intégrant les désirs et les aspirations de ceux qui ne recherchent que la vérité, se fait sentir. C'est pour réaliser ce but qu'un récent Congrès de l'Union Anarchiste a décidé de créer ce journal, le *Libertaire*, serait d'ici peu quotidien.

Ce Congrès, où la voix du syndicalisme libertaire a jeté un cri d'alarme et où notre camarade Sébastien Faure a représenté les militants de cette tendance comme des « déshérités du mouvement ouvrier », a reconnu l'urgence de la transformation du *Libertaire* hebdomadaire en quotidien.

Cette décision de Congrès ne doit pas laisser indifférents les « camarades terrassiers ». Nous sommes une des corporations qui souffrent le plus de cette crise de journaux qu'elles. Nous sommes de ces corporations qui ont soif de lumière et de vérité.

Si le *Libertaire* devient quotidien, soyons-en fiers. L'espérance d'ici aura amorcé le mouvement ouvrier dans sa lutte journalière en lui faisant une large place dans ses colonnes et, désireux de contribuer à une éducation saine, il nous fournira d'intéressants articles.

L'En Dehors, en nous annonçant, insiste sur la nécessité d'un quotidien antiautoritaire.

En Espagne, les organes de la Confédération Nationale du Travail font connaître

la nouvelle aux travailleurs qu'ils invitent souscrire à notre emprunt.

Cultura y Acción, hebdomadaire de la Confédération régionale d'Aragon, dit notamment que « Le *Libertaire* », porte-parole le plus autorisé et de plus grande importance dans le mouvement révolutionnaire d'Europe, doit rapidement se transformer en quotidien et il encourage les syndiqués et les compagnons à verser tous leur obole à cet effet.

Le quotidien syndicaliste *Solidaridad Obrera* publie un appel du « Centro Instructivo Nacional de Barcelona » qui, reproduisant le manifeste du conseil d'administration du *Libertaire* quotidien pour l'emprunt de 150.000 francs, annonce l'ouverture d'une souscription au siège même du « Centro ».

Merci à tous ceux-là qui les premiers nous apportent leur généreux concours.

Dimanche 2 Septembre 1923
Grande Balade Champêtre
A L'ILE FLEURIE
Prendre le train Gare Saint-Lazare et descendre à
HOUILLES-CARRIERES-SUR-SEINE
Trains toutes les demi-heures.
Premier départ : rendez-vous à 8 heures, Salle des Pas Perdus
Grande partie de concert, suivie d'un dîner d'un camarade au profit du « LIBERTAIRE » quotidien.
Apporter ses provisions et caleçons de bain. Les copains qui auraient un instrument de musique sont priés de l'apporter.

Pour le « *Libertaire* » quotidien
SOUSCRIPTION A L'EMPRUNT DE 150.000 Frs

Je, soussigné (Nom, Prénoms, Adresse)

déclare souscrire à _____ part (nombre en toutes lettres) de cent francs chacune, pour le « *LIBERTAIRE* » quotidien, dans les conditions fixées par le Congrès de l'Union Anarchiste des 12 et 13 août.

le _____ 1923.
(Signature)

PROVISEMENT adresser le présent bulletin, accompagné du montant de la souscription, à LA FRATERNELLE, 55, rue Pixerécourt, Paris (20°).
Utilisez pour les envois de fonds le Chèque Postal « La Fraternelle », Paris N° 575.09.

La Vie de l'Union Anarchiste

Fédération Anarchiste du Nord et du Pas-de-Calais

POUR NOTRE QUOTIDIEN

APPEL AUX CAMARADES DU NORD

Il est inutile, croyons nous, de rappeler aux amis de la région que le « *Libertaire* » ne sera quotidien qu'à la condition que tous les camarades, tous les sympathiques, fassent l'effort nécessaire pour réunir le capital de départ. Malheureusement, de nombreux camarades ne disposent pas de 100 francs pour prendre une action, c'est pourquoi, dans le but de recueillir les petites souscriptions, nous demandons aux amis de verser leur obole, si minime soit-elle, au groupe de Roubaix qui prendra des actions de 100 francs.

Pour que nos camarades ne soient pas lésés et, afin de leur assurer le remboursement de leur versement, le groupe dépose 500 fr. qui n'auront d'autre affectation que de rembourser les petits souscripteurs de 25 à 50 francs qui en manifesteront le désir.

Donc, hardi les copains, envoyez votre argent au groupe de Roubaix, ne négligeons pas les petites sommes car 150.000 francs sont nécessaires pour avoir bientôt cette arme indispensable que sera le quotidien anarchiste !

L. WASTIAUX,
Rue d'Orléans, 10, à Wattrelos.

Fédération Anarchiste du Sud

LA CLOTAT

LES FLICS AU BOULOT !

Les policiers de La Clotat sont sur les dents. Ces gens-là, qui ont pourtant l'habitude de ne rien faire, se sont mis sérieusement au travail ; ils, au travail, cela vous étonne, camarades ? En bien, c'est vrai ! Du matin jusqu'au soir, ils s'acharnent à gratter les papillons pour l'amistie, que nous collons partout dans la ville ; et pourtant ces papillons disparaissent tous pour être grâtiés de nouveau par les mains policières.

« AM, les flics : « Si vous voulez engager une bataille sur ce terrain-là, vous avez perdu d'avance ; quand bien même feriez-vous venir du renfort, vous vous useriez tout le bout des doigts à cette besogne plus facile qu'une plus dangereuse pour nous que pour vous. »

« Mais je suis tranquille ; votre femme traditionnelle mettra un frein à ce courage que l'on apporte au travail quotidien. A moins que quelques-uns d'entre vous soient collectionneurs passionnés de papillons ? Dans ce cas-là, engagez-les pour moi, à se servir de leur couteau spontané comme d'un vulgaire bouchon de liège sur lequel ils épinglez à l'aide des balais-mistes de leurs amis les gendarmes les papillons que nous nous ferons un plaisir de leur procurer, avec la grâce et les honneurs qui leur sont dus. »

CONVOICATIONS

COMITÉ D'INITIATIVE DE L'U. A.

Il est rappelé que le Comité d'Initiative se réunit chaque mardi, à 9 h. très précises, 49, rue de Bretagne.

PARIS & BANLIEUE

Groupe des Jeunes Anarchistes. — Le groupe se réunit tous les jeudis à la Maison Communale, 49, rue de Bretagne, à 8 h. 30 précises. Prière à tous les copains d'être présents. Compte rendu financier et communication urgente.

Groupe du 12°. — Le groupe se réunit les 1er et 3e lundis de chaque mois, à la Coopérative, 46, rue de Chalon. Méto : gare de Lyon. Samedi 8 septembre, à 20 h. 30, causerie par le camarade Fils, sujet traité : Le machinisme, facteur de régression sociale.

Groupe du 13°. — Vendredi 31 août, 20 h. 45 précises, 163, boulevard de l'Hôpital : « Réflexions sur l'altruisme et l'égoïsme » par un copain du groupe. — Invitation cordiale à tous.

Groupe Anarchiste du 17°. — Vendredi 31 courant, à 20 h. 45, salle de la Faculté Nouvelle, 52, rue Balagny, réunion du groupe. Tous les camarades et sympathisants s'inscrivent au quotidien *Libertaire* sont invités à venir apporter leur obole.

Groupe du 20°. — Réunion le vendredi 31 courant, 28, boulevard de Belleville, salle du Pâquis (metro Montmartre). Causerie par la camarade Suzanne Lévy, sujet traité : Les Droits des camarades devant la justice.

Groupe du Bourg-Drancy. — Réunion du groupe le samedi 1er septembre, à 20 h. 30, bureau de tabac, place de la Mairie à Drancy.

ISSY-LES-MOULINEAUX. — Réunion de formation du groupe des amis du quotidien *Libertaire* le jeudi 30 août, salle du Groupe d'Etudes sociales, 26, rue André-Chénier. L'aidé pécuniaire pour son lancement.

PROVINCE

Groupe *Libertaire* du Havre. — Vendredi 7 septembre : Discussion entre copains sur l'Autonomie syndicale.

Nous tenons à la disposition des copains tous les bouquins, avec facilité de paiement.

Groupe de Bordeaux. — Nous rappelons aux copains détenteurs de listes de souscription pour des actions au *Libertaire* quotidien, qu'ils doivent nous les faire parvenir le samedi soir, au siège ; les numéros 1, 2 et 3 du 8 septembre. Des nouvelles seront distribuées.

Nous faisons connaître aux lecteurs du *Libertaire* que : pour permettre à ceux qui ne voudraient ou ne pourraient envoyer le montant entier, le groupe, par des listes de souscription, rassemblera les divers versements et, en cas de non-emploi des fonds par le *Libertaire*, restitution à qui en fera la demande.

A cet effet, le trésorier conservera les listes. Nous pensons que les copains comprendront l'importance et le sérieux de notre appel et y répondront en conséquence.

Ce soir, causerie par Aristide, sur « Laurent Tailhade et son œuvre ».

Groupe *Libertaire* de Saint-Etienne. — Cours Victor-Hugo, Café Coopératif, salle Jean-Jaures.

Haussard, 5 fr. ; Arvant, 3 fr. ; un croquemort